

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18548 - 72ÈME ANNÉE

Malgré une croissance de l'emploi quatre fois plus importante qu'en France

Un système incapable de faire reculer le chômage



La suppression des quotas sucriers l'année prochaine concerne une production à l'origine de 18.000 emplois. (photo Toniox)

Alors que La Réunion connaît un dynamisme important en termes de créations d'emploi, la courbe du chômage ne s'inverse pas. C'est la conséquence d'un système arrivé au bout de ses possibilités.

Le dernier numéro d'INSEE Flash décrit une économie dynamique en termes de créations d'emploi. Il s'agit de l'étude sur l'emploi salarié marchand à La Réunion au deuxième trimestre 2016. Ce document indique que sur 12 mois, la croissance de l'emploi dans ce secteur a été de 3,4 % à La Réunion contre 0,9 % en France. Cette donnée confirme que chaque

année, de nombreux emplois sont créés à La Réunion. Car du côté du secteur public, l'augmentation de la population s'accompagne d'un nombre toujours plus important d'agents.

Dans le même temps, les chiffres du chômage ne répercutent pas un tel dynamisme. Au second trimestre 2016, le nombre d'inscrits à Pôle emploi est resté stable. En glisse-

ment annuel, le nombre de travailleurs totalement privés d'emploi en juin était en légère baisse (-1,6 %), alors que le nombre total de demandeurs d'emploi était en hausse (+0,7 %). Cette croissance de la précarité était notamment tirée par l'augmentation du nombre de Réunionnais au chômage ayant pu travailler quelques heures en juin dernier.

Impact de la mondialisation

Le dynamisme de l'économie réunionnais dans le secteur privé est quatre fois plus important qu'en France. Malgré cela, le chômage ne recule pas. Cela veut donc dire que le nombre d'emplois créés ne suffit pas à répondre à la hausse de la population active qui est liée à la démographie. La croissance de la population de La Réunion va encore durer entre 15 et 20 ans, pour se stabiliser aux alentours d'un million d'habitants.

Au cours de cette période, La Réunion connaîtra plusieurs phénomènes qui pèseront sur la situation sociale. Le premier est la fin des quotas sucriers l'année prochaine. Cela signifie que le débouché n'est plus assuré pour le principal produit de transformation de la canne à sucre. Si le sucre réunionnais n'est pas assuré d'être vendu l'année prochaine, les industriels vont-ils ache-

ter de la canne ? La filière canne représente 18.000 emplois à La Réunion.

Le secteur de la canne à sucre ne sera pas le seul à connaître l'impact de la mondialisation ultra-libérale. L'Union européenne négocie en effet un accord de libre-échange avec les États d'Afrique orientale et australe. Il doit notamment permettre à ces pays d'exporter leur production sans quota ni droit de douane vers l'Union européenne, donc La Réunion. Comme cet accord concerne les pays voisins de notre île, qui ont les mêmes productions qu'à La Réunion, l'inquiétude est grande pour la survie de notre économie. En effet, ce qui se passe actuellement pour le sucre rappelle que les spécificités de La Réunion inscrites dans le traité européen ne pèsent pas lourd face aux injonctions de l'Organisation mondiale du commerce.

Si ces deux menaces se concrétisent, alors la situation sociale sera encore plus tendue car l'économie sera toujours dans l'incapacité de créer suffisamment d'emplois.

Le projet de loi sur l'égalité réelle était l'occasion de réfléchir à des solutions pour que l'économie réunionnais puisse augmenter le rythme de ses créations d'emploi. Mais le projet voté par les députés ne remet pas en cause la structure qui existe dans notre île. Comme cette structure ne change pas, il ne sera pas possible d'arriver au plein emploi au terme des 20 années prévues pour l'application de l'égalité réelle. L'impact de la mondialisation pourrait même encore accentuer la crise de l'emploi.

À l'heure où l'égalité réelle montre bien que la départementalisation arrive au bout de ses possibilités après 70 ans d'existence, les rendez-vous qui attendent La Réunion amènent à imaginer d'autres solutions. C'est le sens de l'appel au débat lancé par le PCR, pour que les Réunionnais puissent arriver à s'entendre sur un projet et puissent avoir les moyens de l'appliquer.

M.M.

« Madagascar : les agences de l'ONU intensifient leur assistance dans le sud »

L'ONU a lancé une nouvelle alerte jeudi au sujet de la menace de famine dans le sud de Madagascar. La situation est toujours plus dramatique, mais elle ne semble pas émouvoir les responsables politiques de La Réunion. Seul Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne, a pris position en faveur d'une solidarité active des Réunionnais. Voici le point de la situation fait par l'ONU.

«Le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies

pour l'enfance (UNICEF), et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont annoncé jeudi l'intensification de leurs efforts dans le sud de Madagascar après la publication des résultats d'une récente évaluation sur la sécurité alimentaire dans la région.

Selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), plus de la moitié de la population dans le sud de Madagascar (environ 840.000 personnes) connaît des niveaux alarmants d'insécurité ali-

mentaire.

D'après cette évaluation, la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle dans le pays pourraient se détériorer dès 2017 si l'action humanitaire n'est pas rapidement accrue.

Afin de soutenir efficacement les personnes à Madagascar et éviter une catastrophe, le PAM a besoin de 89 millions de dollars, l'UNICEF de 36,5 millions de dollars, et la FAO de 18,5 millions de dollars. »

I done pa konfitir koshon ! In kozman po la rout

Mi kalkil lo moun i di sa, i pans konfitir sé in kékshoz bon pou manzé. Demoun i manz konfitir, mé koshon kosa i manz-boir ? I boir lo sal ! I boir ankor lo gra épi ou lé asiré ké va angrès ali. Mé kosa kozman-la i vé dir ? I vé dir, sanm pou moin, si ou i done konfitir koshon, donk in moun i vo pa lapène, sé in gaspiyaz ou l'aprè fèr. Dann lo kozman, sa i vé pa dir lo koshon i mérit pa sa ! Donn ali in manzé koshon si ou i vé, mé pèrd pa in bon n'afèr pars sa la pa in bon manzé koshon. Donn in konfitir koshon sé done in bon n'afèr in moun i mérite pa. Donk sé in pèrt tan ! Donk sé in n'afèr lé initil ! Mi pans zot i konpran amoin. Alé ! Mi pans zot i suiv amoin é mi souète azot in bon zourné sipétadyé.

Justin

Édito

Après La Réunion, l'histoire se répète à Mayotte

Le projet de loi sur l'égalité réelle précise ceci dans son article 9 : « dans le Département de Mayotte, le processus de l'égalité réelle inclut la réalisation de l'égalité sociale sur la base des orientations du document stratégique « Mayotte 2025 » »

Le préambule de ce document indique cela : « Les choix réitérés des élus et de la population ont permis d'ancrer Mayotte au sein de la République comme département depuis 2011 et comme région ultrapériphérique de l'Europe depuis 2014. C'est une étape décisive et symbolique qui a été franchie, conformément aux souhaits des Mahorais. Pour autant, il reste de nombreux défis à relever avant de parachever le processus d'alignement sur le droit commun. Au-delà de l'objectif consubstantiel à la départementalisation d'alignement sur le droit commun et de résorption des écarts de développement, il convient de fixer le rythme des réformes à engager et d'ordonner les priorités de l'action publique, dans un contexte de rationalisation des choix budgétaires. »

Cela veut dire que si Mayotte est un département français, ceux qui y habitent ne sont pas les égaux des citoyens de la République, du fait notamment un « contexte de rationalisation des choix budgétaires ». À titre d'exemple, Mayotte 2025 prévoit que « Porter par étapes, à l'horizon 2018, à 50 % du montant métropolitain l'allocation spéciale pour les personnes âgées (ASPA) et l'AAH. ». « Poursuivre le mouvement en faveur d'une convergence des minimas sociaux, et notamment du RSA (qui a doublé en 2014), vers les montants nationaux, sur le fondement des conclusions d'une conférence économique et so-

ciale sur le territoire réunie au plus tard en 2020, qui dressera le bilan socioéconomique au regard des équilibres du territoire ». Il est fait état du SMIC au regard de la prime d'activité. Mayotte 2025 indique vouloir « mettre en œuvre la prime d'activité dès 2016 et en assurer progressivement la convergence, en lien avec l'alignement du SMIG mahorais brut vers le SMIC d'une part, avec l'accroissement des rémunérations d'autre part ».

Imagine-t-on un département en France, à qui le gouvernement interdit l'égalité immédiate et demande d'attendre le résultat de diagnostics, de commissions et de rapports ? Ce serait là-bas considéré comme un scandale, et l'application du principe de l'unité de la République sera immédiatement rappelé.

À Mayotte l'égalité est interdite pour le moment. Cela ressemble beaucoup à ce qui s'est passé à La Réunion depuis le vote de la loi du 19 mars 1946. L'égalité promise dans la loi a été refusée par les gouvernements qui se sont succédé. L'inégalité dure encore aujourd'hui puisqu'il est nécessaire de passer par l'égalité réelle pour obtenir l'extension à La Réunion de mesures sociales appliquées en France. Après La Réunion, l'histoire se répète à Mayotte.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oté

Inn dé nouvell l'aktyalité

Madégaskar i rolans son prodiksyon d'sik kann :

Dabor, avèk l'ède l'érop in sosyété la rolans la plantasyon kann dann dé l'androi, Nosi-Bé épi Brikaville. La arkomans plant kann dopi 2015 dann dé gran propriyété i apartien la SASM (Sosyété agrikol épi indistriyèl Madégaskar). L'ané 2017 dé l'izine va ardémarré ofisyèlman dann kouran l'ané dabor pou in prodiksyon 20000 tone do sik shakinn épi zot i pans trap in prodiksyon 100000 tone dann l'ané 2020. I fo dir nana o moins dizan lo dé l'izine la arète marshé (inn l'ané 2005, l'ot l'ané 2007). Bann journalyé épi bann z'ouvriyé la pèrd z'ot travaye é d'après sak i di zot i dovré artrouv z'ot boulo firamézir. D'après sak i di la SASM sé in l'antropriz privé avèk dé z'aksyonèr : la konpagni Vidzar nana 70 % lo kapital épi SIRAMA 30 %. Dann d'ot l'androi désèrtinn sosyété la romète an rout bann pti l'izine... Sète ané la koup la komans lo 8 moi d'juin é banna i prévoi in prodiksyon 160000 tone kane avèk bann sant konm Namakia épi Ambilobé. In pé partou i romète an marsh bann l'izine : kiso i répar lo bann pyès, kiso i fé vnir bann nouvo mashine sak lé nésèsèr pou arfé tourn l'indistri kann. Sé in késtyon a suiv...

La Républik Sésèl : in nouvo prézidan Danny Faure...

Nou la fine anparl la sityasion politik dann Sésèl. Nou la fine dir l'opozisyon la gingn zéléksyon dépitè moi d'séktanm é James Michel l'avé gingn zéléksyon prézidan la Républik dann moi d'désanm 2015. Lo prézidan Michel la démisyone son post sak'i fé ké lo vis-prézidan Danny Faure la pran son plas lo kinz oktob 2016 konm la konstitisyon i permète ali. Lo nouvo prézidan la déklar li vé travaye dann l'intéré lo pèp séséloï pou fé in sosyété pli zis, pli imène é in péi plizanpli prospèr. Li la invite tout bann parti a travaye avèk li dann l'intéré lo pèp séséloï ; James Michel, pou son par, la déklar li va kontinyé travaye konm prézidan son parti Lo Pèp. Dann l'intéré La Républik Sésèl.

In l'agrandisman pou l'aéropor Sésèl.

Gouvèrnman Sésèl i vienn sign in z'akor avèk in sosyété Abou Dhabi (ADAC), in sosyété i sava étidyé lo prozé pou agrandi l'aéropor sésèl. L'aéropor koméla la rouvèr l'ané 1972, dann tan Sésèl létè ankor in koloni é li lé trop ti, koméla, pou akèy la kantité touris k'i fo. I fo dir lo touris sé lo pli prinsipal l'aktivité pou lo péi é banna i pans sèryèzman agrandi la kapasité pou akèy plizanplis voiyazèr. L'ané 2015 nana par-la 280000 pèrsone la akos dann l'aéropor Sésèl é konm i atann in bonpé plis voiyazèr, ala lo rézon k'i pous lo péi pou agrandi son l'aéropor.

Philippe Pauvreze désédé

Mi sort antann dann télé Philippe Pauvrez, in gran mizisien rényoné lé désédé. Tout bann z'amouré la mizik nout péi, moin lé sir, sar tris antann in nouvell konmsa. Toulmoun i koné ali konm shantèr, konm konpozitèr épi konm instrumentalis. Li lé mor, mé son mizik lé touzour vivan é sa sé la maji bann z'aktèr kiltirel. In pti pansé pou li, pou an avoir rann nout vi in pé pli zoli, pou an avoir fé dans anou épi anshant anou ar son mizik, son parol épi son bann son, moin pèrsone moin la bien émé.

Justin